

**KINSHASA, RD Congo, 19 septembre (Infosplusgabon) - Les activités scolaires sont perturbées à Kinshasa, capitale de la RD Congo où la plupart des écoles n'ont pas ouvert, mardi, leurs portes, nonobstant les appels lancés, notamment par les ministres de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), de l'Enseignement primaire et secondaire (EPSP) et le commissaire provincial, commissaire divisionnaire-adjoint de la Police nationale congolaise (PNC).**

La plupart des parents disent craindre pour la sécurité de leurs enfants et attendent que le gouvernement respecte son engagement d'indexer les salaires des enseignants en particulier et des fonctionnaires en général au taux budgétaire de 1.425 Fc le dollar américain, l'une des plus importantes revendications qui les ont poussés, ainsi que les professeurs d'université et les infirmiers à poursuivre la grève.

Lundi matin, rappelle-t-on, un désordre avait régné dans quelques établissements scolaires de la capitale, surtout dans les quartiers périphériques, où des groupes d'inciviques passaient d'une école à l'autre, obligeant les élèves à rentrer à la maison et les enseignants à cesser de donner cours.

Informés de cette situation, les parents étaient allés, dans la précipitation, récupérer leurs enfants, créant une psychose générale dans la capitale.

Les ministres de l'ESU et de l'EPSP avaient appelé au calme les parents avant de leur demander d'envoyer leurs enfants à l'école, tandis que le commissaire provincial, commissaire divisionnaire-adjoint de la PNC, Sylvano Kasongo, avait rassuré les parents que la PNC avait pris des dispositions sécuritaires pour protéger leurs enfants et pour arrêter ces «inciviques» afin de les mettre hors d'état de nuire.

Le gouvernement, rappelle-t-on, avait signé un protocole d'accord, le 2 septembre dernier, avec les syndicats des enseignants, aux termes duquel, il avait pris l'engagement de payer, en plus de 20.000 Fc à tous les fonctionnaires de l'Etat, 10.000 Fc aux enseignants, en vue de trouver des solutions idoines à leurs revendications.

Il avait, aussi, décidé de verser 200 millions de Fc à la Mutuelle de santé des enseignants des écoles primaires et secondaires (MESP) et le paiement des enseignants non payés.

FIN/INFOSPLUSGABON/PML/GABON 2017